

Secretary of  
State for  
External Affairs



Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

N° 057

Le 22 mars 1990

NOMINATIONS DES PREMIERS ADMINISTRATEURS DU CENTRE  
INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a annoncé aujourd'hui le nom des premières personnes nommées au conseil d'administration du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, lequel a été créé récemment. Parmi les personnes nommées par le gouvernement, on retrouve Mme Gisèle Côté-Harper (Québec), présidente du conseil, M. Marcel Massé (Ottawa), M. Del Anaquod (Regina), M. Irving Breecher (Montréal), M. David Daubney (Ottawa), Mme Julie Davis (Toronto), M. Ron Ghitter (Calgary), Mme Kay Nandlall (Fredericton) et Mme Norma Walmsley (Wakefield).

Ces personnes se joindront à l'honorable Edward Broadbent, dont la nomination comme président du Centre a été annoncée précédemment. "Les membres distingués de ce groupe de parlementaires, d'universitaires et de citoyens engagés sont tous reconnus comme des défenseurs des libertés et des droits fondamentaux. Je suis persuadé qu'ils pourront permettre au Centre de promouvoir le renforcement de telles valeurs là où elles sont les plus fragiles", a déclaré M. Clark.

Le Centre, créé par une loi du Parlement le 30 septembre 1988, a comme mandat de contribuer à l'avancement des droits de la personne et des libertés partout dans le monde en faisant la promotion d'institutions et de procédés démocratiques. Indépendant du gouvernement, le Centre fournira à des personnes et à des organismes dans d'autres pays, des services de formation, de consultation et de recherche qui permettront de promouvoir le respect des droits de la personne et la participation entière de tous les citoyens au processus démocratique.

Le Centre sera dirigé par un conseil d'administration comptant treize personnes au total. Dix de ces personnes sont nommées par le gouvernement du Canada, et les trois autres sont ressortissants de pays en développement.

.../2